

Royaume du Maroc



Appel d'offres ouvert sur offre de prix

N°NWM /DG/04/2021

**Prise des photos et des séquences vidéos aérienne
pour le compte de la société Nador West Med**

Cahier des prescriptions spéciales

octobre 2021

MARCHE

Entre

La société : Nador West Med SA.

Forme juridique : SA à Conseil d'Administration

Adresse ou siège social : Zone Franche Betoya, CR Iaazanene, Province de Nador

Registre du Commerce : 9387

Représentée par : Mr. Mohamed Jamal BENJELLOUN

Agissant en qualité de : Directeur Général.

Ci-après désignée par le Maître de l'Ouvrage

D'une part,

ET

La société :

Adresse ou siège social :

Représentée par :

Agissant en qualité de :

Ci-après désignée par le titulaire

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la prise des photos et des séquences vidéos aérienne pour le compte de la société Nador West Med.

ARTICLE 2 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la stratégie du Royaume visant le développement intégré de la région de l'oriental, la société Nador West Med est chargée de la réalisation progressive à Nador d'une plateforme portuaire intégrée s'articulant autour d'une **grande infrastructure portuaire** et de **zones d'activités industrielles** dans la région Méditerranée Ouest dénommée «Nador West Med».

Les travaux de réalisation des infrastructures portuaires de la première phase du port sont en cours.

Parallèlement à l'infrastructure portuaire, des zones industrielles, logistiques et de services seront aménagées sur la zone franche adjacente au port, et sur la zone de développement du projet et qui seront ouvertes aux investisseurs de renommés, et destinée à abriter les métiers mondiaux du Maroc.

Afin d'enrichir son fonds photographique et vidéos, la société Nador West Med a décidé de lancer le présent appel d'offres pour **la réalisation des reportages réguliers, avec des prises des photos et des séquences vidéos aériennes**.

Le prestataire assurer le suivi de l'évolution du chantier du projet Nador West Med, moyennant des **reportages réguliers**, avec des prises des photos et des séquences vidéos aériennes.

Il devra également procéder à des tournages format interview (Question/Réponses avec interlocuteur) sur le suivi des travaux de chantier, pendant un évènement ou sur toutes activités intéressant le projet Nador West Med.

Les prestations à réaliser consistent en la remise des livrables suivants :

1. Reportages Vidéos :

Réalisation de **reportages vidéo réguliers** sur l'évolution des travaux de chantier du projet Nador West Med. Le support de tournage doit être numérique de type 4K - 60 fps ou similaire de qualité professionnelle répondant aux normes de l'art reconnues par les chaînes télévisées en deux types : séquence vidéos brut (ruchs), reportage vidéo best-of (montage). La durée du reportage vidéo par séance sera convenue avec le Maitre d'Ouvrage et la musique utilisée au fond, doit être d'une qualité Ultra-HD et libre de droits.

2. Prises de vues photographiques :

Réalisation de **prises de vues photographiques régulières** de l'ensemble du chantier. Les photos doivent être de type JPEG ou RAW avec une résolution de 300 dpi) et seront livrées, après chaque prise, sur un album de 30 photos minimum (y compris vignettes de photos contenant des informations pour le reportage) et stockées sur disques durs externes (répertoires organisés par date de prise de vues). A la demande du MO, le prestataire devra réaliser des prises de vues panoramique 360°.

3. Films de synthèse :

Réalisation de **films de synthèse** selon le besoin du Maitre d'Ouvrage. La durée sera convenue avec le Maitre d'Ouvrage.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces énumérées ci-après constitueront les documents contractuels du marché :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le bordereau des prix- Détail estimatif ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le Cahier des Conditions Administratives Générales applicables aux marchés de services de la société Nador West Med.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du contrat, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 - REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du Contrat est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Le Référentiel Général des Marchés -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services ;
- Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le Décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

En cas de contradiction entre ces textes, les prescriptions des documents les plus récents primeront.

ARTICLE 5 - VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE LA SIGNATURE DU MARCHE

Ce marché ne sera valable et définitif qu'après sa signature par les deux parties contractantes.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libérée de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Toutefois, NWM peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé au premier paragraphe ci-dessus proposer à l'attributaire de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du Maître d'Ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION

Les livrables des prestations à réaliser doivent être remis au Maître d'Ouvrage cinq (5) jours après la fin de chaque intervention

Sauf si besoin urgent exprimé par le maître d'ouvrage pour récupérer des photos et vidéos pour usage de communication, le jour même de l'événement en attendant de récupérer le livrable complet.

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE

Le présent contrat est reconduit tacitement pour une durée initiale d'une (1) année renouvelable sans que la durée totale dépasse 3 ans.

La durée du marché court à compte de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

Chacune des deux parties contractantes peut dénoncer la reconduction moyennant un préavis de 2 mois.

La non reconduction du présent marché cadre ne désengage en aucun cas la responsabilité du prestataire notamment en matière de garanties des prestations portant sur le développement qui sont soumises aux dispositions des articles de délai et de retenue de garantie cités ci-dessous.

ARTICLE 8 - PENALITES POUR RETARD

Le travail à réaliser doit être remis au client au plus tard sept (7) jours après la fin de l'intervention. Sauf si besoin urgent exprimé par le groupe pour récupérer des photos et vidéos pour usage de communication le jour même de l'événement en attendant de récupérer le livrable complet.

Dans le cas contraire, il sera appliqué une pénalité pour retard de 5% (cinq pour cent) par jour du montant de la séance de tournage.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le cumul des montants des pénalités appliquées est plafonné à Dix pour cent (10 %) du montant initial du marché éventuellement complété par les montants correspondant aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le Maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 9 - AUTORISATIONS DE TOURNAGE

Le prestataire a la charge de la préparation de son dossier de tournage (liste du matériel, liste accompagnateurs éventuels, autorisations pour l'utilisation du drone par les autorités compétentes etc.).

ARTICLE 10 - BASES DE REGLEMENT

Les prix du présent appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues dans cet appel d'offres y compris frais de déplacement, de séjour, frais généraux, impôts (autre que TVA), retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non-résidents au Maroc au taux de dix pour cent (10%) et marge bénéficiaire, ils englobent également toutes les dispositions prévues par cet appel d'offres.

Les prix s'entendent hors TVA (le maître d'ouvrage en étant exonéré de cette taxe).

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 12 - DEFINITION DES PRIX.

Prix 1 : Prise de photos et des séquences vidéos ;

Prix 2 : Réalisation de reportages vidéo ;

Prix 3 : Réalisation de films de synthèse.

Ces prix rémunèrent le titulaire d'une manière forfaitaire, pour chaque séance, la prise des photos et des séquences vidéos aérienne ainsi que la réalisation de films de synthèse pour le compte de la société Nador West Med, comme décrit dans l'article 2 du présent CPS.

ARTICLE 13 - RECEPTION PROVISOIRE- RECEPTION DEFINITIVE

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 58 du Référentiel Général des Marchés -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire et définitive.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire et définitive.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 14 - MODE DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le Maître d'Ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le Maître d'Ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

La société Nador West Med se libérera des sommes dues en procédant à un virement au compte bancaire du Titulaire.

Les règlements seront effectués sur présentation d'une facture en triple exemplaire. Le mandatement devra intervenir dans un délai de 60 jours après émission de la facture accompagnée de l'attachement signé par les deux parties.

Conformément à la Loi des Finances 2016, et en vertu de la disposition introduite au niveau de l'articles 145-VIII du Code Général des Impôts, le Titulaire (en tant que contribuable) est tenu de mentionner l'Identifiant Commun de l'Entreprise « ICE » sur les Factures ou les documents en tenant lieu ainsi que sur toutes les déclarations fiscales prévues par le Code Général des Impôts « CGI »

ARTICLE 15 - RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 16 - RELATION TITULAIRE / MAITRE OUVRAGE

Dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à se substituer au Maître d'Ouvrage, dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Avant tout commencement des prestations, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 21 du Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de services.

ARTICLE 18 - RESILIATION

La résiliation du contrat peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par le Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le maître d'ouvrage, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés lancés par ses soins.

ARTICLE 19 - DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 20 - REGLEMENT DES LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations du Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 21 - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire devra maintenir et garantir une confidentialité complète sur tous les documents et informations communiqués dans le cadre de la mission et affectant les activités présentes ou futures de NWM.

Le prestataire s'engage à :

- prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Maître d'Ouvrage,
- ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Maître d'Ouvrage,
- ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent contrat,
- s'assurer de la licéité des traitements réalisés dans le cadre de la mission confiée.
- ne pas recourir aux services d'un sous-traitant,
- respecter son obligation de secret, de sécurité et de confidentialité, à l'occasion de toute opération de maintenance et de télémaintenance, réalisée au sein des locaux du prestataire ou de toute société intervenant dans le cadre du traitement,
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées,
- prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées,
- procéder, en fin de contrat, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Maître d'Ouvrage ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution des prestations relatives au présent contrat,
- d'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent contrat, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution des prestations relatives au présent contrat,
- de prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent contrat.

Le prestataire s'engage :

- à première demande du Maître d'Ouvrage à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du contrat,
- à coopérer avec le Maître d'Ouvrage dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité,
- à permettre la réalisation par le Maître d'Ouvrage ou toute personne mandatée par cette dernière et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit,
- à mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent contrat, sa responsabilité pourra être engagée pénalement,
- qu'il pourra être tenu responsable envers le Maître d'Ouvrage des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent contrat, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi,
- que le Maître d'Ouvrage pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat de prestation de services, sans indemnité en faveur du prestataire, en cas de non-respect du secret, de la confidentialité et de la sécurité des données.

Le Fournisseur autorise le Maître d'Ouvrage à conserver ses données personnelles à des fins de gestion des consultations et des appels à la concurrence, référencement des fournisseurs, et de gestion des évaluations des Fournisseurs.

A cette fin, le Maître d'Ouvrage s'engage à n'utiliser lesdites données que pour la finalité de susmentionnée et à les traiter avec la diligence requise dans le respect des dispositions de la Loi n°09-08 et les textes pris pour son application. En effet, l'usage est exclusivement interne et éventuellement par les auditeurs publics (Cours des comptes, Inspection générale des finances,...), ou privés (Commissaires aux comptes, auditeurs de certification etc...).

Le Maître d'Ouvrage traitera ces données de manière loyale, licite, confidentielle, sécurisée, adéquate, pertinent et non excessive au regard de ladite finalité.

Le Fournisseur dispose à tout moment d'un droit individuel d'accès ainsi que d'un droit d'information complémentaire, de rectification des données le concernant et, le cas échéant, d'opposition au traitement de ses données ou à leur transmission par le Maître d'Ouvrage à des tiers.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tout document, information et renseignement obtenus dans le cadre du présent appel d'offres, demeurent la propriété de la société NWM.

ARTICLE 23 - CAUTIONNEMENT

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant Annuel maximal du marché en question.

Les Droits du maître d'ouvrage sur les cautionnements sont celles énumérée au niveau de l'article 14 du Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services.

Dans le cas de non production, le montant total du cautionnement définitif, sera retenue sur les sommes dues à partir du premier décompte.

Le cautionnement définitif doit être établi, selon le modèle prévu à cet effet, auprès des banques agréées par les autorités marocaines.

Les conditions de restitution des garanties pécuniaires ou libération des cautions sont celles énumérée l'article 15 du Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services.

ARTICLE 24 - RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation au Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

ARTICLE 25 - ARRET DE LA PRESTATION

Conformément aux dispositions du Référentiel Général des Achats -NWM- fixant les Conditions Administratives Générales applicables aux Marchés de Services, la société se réserve le droit d'arrêter l'exécution de l'étude à la fin de l'une des phases de l'étude.

Dans ce cas, le marché est automatiquement résilié et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 26 - FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit effectuer la formalité relative à l'enregistrement du présent marché à titre gratuit selon les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 27 - ELECTION DE DOMICILE

1- Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire ou l'adresse électronique mentionnés dans l'acte d'engagement.

2- En cas de changement de domicile ou d'adresse électronique, le titulaire est tenu d'en aviser immédiatement le maître d'ouvrage.

Faute par lui d'avoir satisfait aux obligations ci-dessus, toutes les notifications qui se rapportent au Contrat sont valables lorsqu'elles ont été faites à l'adresse des bureaux ou adresse électronique du titulaire indiquées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 28 - NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

1°) les liquidations des sommes dues en exécution du présent marché seront opérées par les soins du Directeur Général de NWM.

2°) le représentant du Maître d'Ouvrage chargé de fournir au titulaire du présent marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et l'état prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 tel qu'il est modifié et complété par le Dahir du 31.01.1961 et 29.10.1962, est le Directeur Général NWM.

3°) Les paiements prévus dans le cadre du présent marché seront effectués par le Directeur Général NWM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du présent marché.

En cas de nantissement du présent marché, NWM délivrera à l'entrepreneur traitant sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire en copie conforme de son marché. Les frais de timbres de l'original conservé par NWM et de la copie conforme sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 29 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance pour l'objet de ce marché est strictement écartée.

ARTICLE 30 - MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

La société Nador West Med peut après consultation du titulaire, apporter des modifications au marché initial, sans pour autant en modifier l'objet.

ARTICLE 31 - BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

Prix	DESIGNATION	Unité	Qté Min	Qté Max	PU (HT)	TOTAL Min (HT)	TOTAL Max (HT)
1	Prise de photos et des séquences vidéos	Séance	12	15			
2	Réalisation des reportages vidéos	Séance	12	15			
3	Réalisation de films de synthèse	Forfait	1	2			

Arrêté le présent détail estimatif à la somme de HT y compris la retenue à la source :

- Minimum : Dirhams hors taxes y compris la retenue à la source ;
- Maximum : Dirhams hors taxes y compris la retenue à la source.

Le Directeur Général

Le Prestataire